

<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article2635>



21 juin 1973 : quand l'extrême gauche écrasait le fascisme dans l'œuf

- Mémoire du mouvement social -



Date de mise en ligne : dimanche 15 janvier 2023

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le 21 juin 1973, à l'appel de la Ligue communiste, des milliers de manifestants casqués et armés prennent d'assaut un meeting raciste d'Ordre nouveau protégé par la police. Tournant dans l'histoire de l'extrême gauche de l'après-1968, cette manifestation reste un souvenir vivant de l'antifascisme et de son actualité.

Mathieu Dejean 15 janvier 2023 Médiapart

Il est minuit passé, au soir du jeudi 21 juin 1973, quand les membres de la « commission technique » (CT, ancienne CTS, « commission très spéciale ») de la Ligue communiste se retrouvent à leur point de rendez-vous, une brasserie parisienne en face de la gare de l'Est. La CT est la direction du service d'ordre de la Ligue, qui s'occupe des actions extralégales. Michel Recanati (pseudonyme : Ludo), en charge de la manifestation coup de poing contre le meeting d'Ordre nouveau à la Mutualité, attend ses camarades de pied ferme.

Ils arrivent au compte-gouttes. Michel Angot (Laszlo, pour les camarades) fait son entrée. Recanati l'envoie aux toilettes se laver le visage, noir de la fumée des cocktails Molotov – 400, saura-t-on plus tard – qui ont déferlé sur les policiers durant les heures précédentes, faisant 76 blessés. Le militant avait traversé tout Paris en métro sans s'en rendre compte. Les huit membres de la CT sont dans un état second, dopés à l'adrénaline.

L'analyse des événements commence, dans une odeur d'essence suspecte. « Une analyse militaire », précise aujourd'hui Michel Angot, le regard aussi clair que sa mémoire. Sur une feuille, dans son appartement parisien, l'ancien militant de la Ligue dessine un plan du Quartier latin, de l'arrêt de métro Censier-Daubenton à la Mutualité, que relie la rue Monge – le terrain des affrontements. Tout avait été méticuleusement planifié.

Cinquante ans plus tard, c'est tout un monde enfoui qui resurgit. Une époque où le consensus social pour interdire la parole à l'extrême droite était acquis, où une extrême gauche aux méthodes de plus en plus musclées rayonnait au point d'obtenir le soutien de la gauche officielle, du Parti socialiste à la CFDT. Et où les actions de cette journée déboucheront sur la dissolution, ordonnée le 28 juin 1973 par le gouvernement, de la Ligue communiste (LC) et d'Ordre nouveau.

Une « petite déviation militariste »

Gérard Chaouat, spécialisé dans les « aspects techniques », avait mis au point des appareils récepteurs pour écouter les communications de la police. Des camarades avaient discrètement dissimulé du « matos », la veille de la manifestation, sur l'itinéraire prévu – barres de fer et autres pieds de biche, déposés dans de fausses caisses du service de la voirie de la Ville de Paris. Une voiture amènerait des bouteilles derrière les arènes de Lutèce, pour les cocktails Molotov. Avec les nouvelles chaussettes en nylon et un mélange d'essence et de pétrole testé préalablement, l'explosion à l'impact est spontanée.

La CT, composée de militants triés sur le volet, baigne dans une culture révolutionnaire mâtinée de violence politique. Celle-ci est omniprésente dans le contexte post-68. Dans les débats de la Quatrième internationale, l'influence de la « guerre de guérilla » en Amérique latine ou des Zengakuren au Japon (des fédérations étudiantes organisées en redoutables commandos casqués) est palpable. Avec les Brigades rouges en Italie et la Fraction armée rouge en Allemagne, l'escalade de la violence déborde l'extrême gauche.

En France, le service d'ordre (SO) de la Ligue affronte déjà depuis quelques années des milices patronales aux méthodes musclées, comme la Confédération française du travail aux usines Citroën de Rennes. L'assassinat du militant maoïste Pierre Overney, tué par un vigile de Renault en 1972, a jeté un froid. Les groupes maoïstes, la Gauche prolétarienne en tête, analysent la situation comme « préfasciste ». Sa « branche armée », la Nouvelle Résistance populaire, dirigée par Olivier Rolin, passe à la clandestinité.

C'est dans ce contexte bouillant que la CT a travaillé. A posteriori, Michel Angot reconnaît, en euphémisant, une « petite déviation militariste ». « À partir du moment où tu fais des opérations de plus en plus professionnelles, où tu

chiades l'armement des camarades, tu structures les troupes, tu parles avec un langage militaire, on peut dire qu'il y a eu cette tentation militariste », dit-il.

Le 21 juin 1973, donc, les manifestants arrivent par groupes de vingt, avec des rendez-vous secondaires pour perdre les policiers. Place Monge pour le SO, métro Censier-Daubenton ou Cardinal-Lemoine pour les autres. Un ultime « PC » (poste de coordination) est prévu rue Monge, dans l'appartement d'une camarade situé, idéalement, au cinquième étage. C'est de là que sont filmées les images aériennes de la manifestation dans le film de Romain Goupil (un des dirigeants du SO à l'époque) Mourir à trente ans. « Notre stratégie était de descendre la rue Monge vers la Mutualité : elle présente l'avantage d'être en pente, assez large pour faire une manif de front, et il y a deux lignes de métro, la 7 et la 10, dont une ne serait pas surveillée », raconte Michel Angot.

L'ancien du lycée Buffon (XVe arrondissement) – où il se bagarrait déjà avec le futur secrétaire général d'Ordre nouveau, Alain Robert –, un des rares du SO à ne plus être étudiant en 1973, avait posé trois jours de congés en amont. Rouge, l'hebdomadaire de la Ligue, avait appelé, dans son édition du 15 juin, « tous les antifascistes à exiger en commun l'interdiction du meeting prévu le 21 juin à Paris par les nazis ».

« Si le pouvoir laisse faire, nous prendrons nos responsabilités [...] : le meeting d'Ordre nouveau ne se tiendra pas », prévenait le journal. Le groupuscule d'extrême droite, adepte des ratonnades, et qui faisait office de service d'ordre du tout jeune Front national, comptait lancer une campagne sur le thème : « Halte à l'immigration sauvage ». Le Bureau politique (BP) de la Ligue, dont plusieurs membres sont issus de familles juives portant la mémoire du génocide, répond par le mot d'ordre : « Écraser la peste brune ». « La décision unanime du BP a été d'empêcher le premier grand meeting fasciste après 68 de se tenir. C'était en plus une vraie provocation, car il devait avoir lieu au Quartier latin, c'est-à-dire chez nous », rapporte Janette Habel (pseudonyme de Jeannette Pienkny), la seule femme membre du BP.

Les maoïstes de La Cause du peuple, de L'Humanité rouge et de Prolétaire-Ligne rouge, ainsi que Révolution ! (dite « Révo », une scission de la Ligue), ont répondu présents – ils auront une place dans le SO de tête. On leur prête un rôle important dans l'avalanche de cocktails Molotov, qui a surpris même les plus aguerris. « Sur la nécessité d'écraser le fascisme dans l'œuf, il n'y avait pas l'ombre d'une divergence entre nous », rapporte un des dirigeants de Révo à l'époque, qui préfère taire son nom.

La gauche officielle, liée depuis peu par le Programme commun, préfère défiler calmement le 20 juin contre le racisme et pour « l'élargissement de la liberté » – « un sommeil organisé, avec pour fin les élections », raille quelque temps plus tard Philippe Gavi, fondateur deux mois plus tôt de Libération, quotidien d'obédience mao.

Le BP de la Ligue donne des consignes claires : un affrontement limité, qui marque le coup. La CT prend la tâche très au sérieux. Elle peut s'appuyer sur un SO digne d'une véritable organisation bolchevique, composé d'anciens lycéens de Mai-68, qui ont souvent fait leurs armes au Front universitaire antifasciste (FUA). Certains ont côtoyé Pierre Goldman, connu pour son expérience des combats de rue. Il aurait sûrement été de la partie s'il n'avait pas séjourné en prison en 1973.

Débordement général

Le soir du 21 juin, entre 3 000 et 5 000 personnes font irruption rue Monge, casquées pour la plupart et le visage dissimulé derrière un foulard. L'esthétique zengakuren saute aux yeux. « Quand on a appelé à cette manif, les gens savaient pourquoi ils venaient, la violence était prévue. Les gens venaient là pour interdire un meeting, pas que pour dénoncer », analyse Alain Cyrroulnik, « Cyrroul » pour les intimes, membre de la CT. Quelques slogans sont lancés : « Ordre nouveau, ordre fasciste ! » Les minutes d'attente des derniers arrivants avant l'assaut semblent longues.

À l'avant, les militants de Révo s'impatientent de ce désordre un peu trop ordonné à leur goût : « On se demandait quand la LC allait déclencher les hostilités », rapporte l'un d'eux. Le SO de la Ligue, informé de la structuration du cortège par des estafettes à mobylette, finit par sonner la charge. « On se tenait par les coudes, très serrés les uns derrière les autres. On a avancé, c'était fort et massif. Il devait y avoir quinze ou vingt rangs de gens casqués, alors qu'il n'y avait que cinq ou six rangs de SO ! », s'étonne encore Michel Angot.

Extrait du film « Mourir à trente ans », de Romain Goupil. © Youtube

La première rangée de brigades spéciales qui barre la rue ne fait pas le poids. Elle éclate. Des deux côtés de la voie, des groupes de lanceurs de cocktails Molotov, commandés respectivement par Alain Cyrroulnik et Michel Angot, font leur œuvre incendiaire.

« Les cocktails Molotov pleuvent, c'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de morts dans l'affrontement, ç'aurait été possible », se remémore Janette Habel. Certains policiers, tombés entre les trotskistes, sont exfiltrés tant bien que

mal. Le SO a interdiction absolue de faire des « victimes de campagne ». « Je suis personnellement intervenu quand j'ai vu un flic par terre, j'ai dit aux camarades que c'était la peste brune qu'on voulait écraser », rapporte Cyrroulnik.

Après le choc contre le deuxième barrage policier, obligé de reculer, la manifestation se disperse progressivement, sous la protection du SO. Un peu plus tard, deux cents militants qui ne s'étaient pas dissous franchissent le pont d'Austerlitz pour faire une descente au local d'Ordre nouveau, rue des Lombards, près des Halles. Romain Goupil et Alain Cyrroulnik, qui sont du commando, rapportent les faits à Recanati dans le bistrot de la gare de l'Est, au milieu de la nuit. Personne ne bronche.

Le meeting contre l'« immigration sauvage » a eu lieu en très petit comité. Les « rats noirs » ont rasé les murs.

Dans le chaos, alors qu'une chaîne retenait la dernière porte blindée, un coup de fusil a été tiré par un des membres de l'organisation d'extrême droite – un militant de quatorze ans. Un document interne d'Ordre nouveau parle d'une main arrachée côté trotskiste. Cyrroulnik dément : « Ils avaient un fusil, un militant paniqué a tiré, mais il n'y a pas eu de blessés. » « On a tous entendu parler de ça, mais on n'a eu aucun camarade blessé le 21 juin, c'est d'ailleurs complètement dément », assure Michel Angot.

À chaud, gare de l'Est, les membres de la CT font un bilan globalement positif. Certes, ils n'ont pas atteint la Mutualité, mais le SO d'Ordre nouveau est resté sagement derrière les policiers. Le meeting contre l'« immigration sauvage » a eu lieu en très petit comité. Les « rats noirs » ont rasé les murs.

« Même Reça [Recanati – ndr] ne s'est pas dit que c'était peut-être une bavure, on n'a pas pensé que ça pouvait mettre l'organisation en péril, car au BP personne ne s'y était opposé », rapporte Angot. Le cinéaste Bertrand Tavernier, proche des trotskistes lambertistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), regrettera même qu'ils n'aient pas rejoint cette action, jugée trop « gauchiste ».

Crise interne à la Ligue

La troupe d'élite du SO ne mesure pas la crise dans laquelle cette action va plonger l'organisation. Le lendemain, Pierre Rousset, membre du BP, est arrêté lors de la perquisition policière au siège de la Ligue communiste. La rumeur d'une dissolution imminente se propage. Alors que les trotskistes se cachent chez des artistes sympathisants (Michel Piccoli, Juliette Greco, Jean Seberg, Marguerite Duras...), un clivage latent depuis 1972 explose entre la tendance jugée « gauchiste », incarnée notamment par Daniel Bensaïd (« L'histoire nous mord la nuque », disait-il), et la tendance dite « ouvriériste » défendue par Janette Habel et Gérard Filoche.

Janette Habel, présente à l'arrière de la manifestation le 21 juin, ouvre les hostilités. Lors d'une réunion clandestine du BP chez le comédien Jacques Charby, elle dénonce leur aventurisme. Les moyens techniques utilisés étaient totalement disproportionnés et risqués, accuse-t-elle. « La critique porte sur le fait qu'on y voit une véritable autonomisation du SO par rapport à la direction de l'organisation. Quatre cents cocktails Molotov, très bien faits, plus les pieds de biche, ça faisait beaucoup. Une discussion très houleuse commence », relate celle qu'on appelait alors « la Cubaine ».

Au-delà même des rangs de la Ligue, toute l'extrême gauche s'interroge sur les leçons à tirer.

Henri Weber et Daniel Bensaïd, qui assuraient le lien entre le BP et la CT, étaient-ils informés de l'ampleur des moyens mobilisés ? Le doute demeure. « Je crois que tout le monde, indépendamment des divergences qu'on a pu avoir, a été surpris, car je suis formelle : on n'était pas au courant. Il n'y a eu aucune prévision au BP des risques que cette affaire faisait courir », affirme Janette Habel.

Au-delà même des rangs de la Ligue, toute l'extrême gauche s'interroge sur les leçons à tirer. L'historien Benjamin Stora, membre de la direction de l'OCI, l'organisation trotskiste rivale de la Ligue, rapporte ce séisme dans *La Dernière génération* d'octobre : « L'épisode du 21 juin laissa des traces dans toute l'extrême gauche, y compris dans nos rangs. Bien sûr l'OCI n'avait jamais plaidé pour l'exemplarité d'une violence avant-gardiste [...]. Mais la tentation du gauchisme extrême, pouvant basculer dans le terrorisme, touchait des secteurs significatifs de la jeunesse et n'épargnait aucune organisation toujours prompte à convoquer des services d'ordre, très "équipés", pour les manifestations. »

Après l'annonce de la dissolution de la Ligue communiste et d'Ordre nouveau par le gouvernement, et une réunion clandestine du comité central où la minorité est traitée violemment de « droitière », il est convenu que la défense de l'existence démocratique de l'organisation doit primer, plutôt que le passage à la clandestinité. Alain Krivine doit se laisser arrêter. Il tient une conférence de presse rue de Rivoli, dans un local prêté par le Parti socialiste (PS), où Charles Hernu l'accueille. L'ex-leader étudiant de Mai-68 y dénonce un coup monté par le ministre de l'intérieur, Raymond Marcellin, qui aurait sciemment sous-équipé les policiers pour pouvoir dissoudre la Ligue.

Dans ses mémoires, Krivine maintient : « Nous ne comprîmes que plus tard que nous étions tombés dans un piège. En sous-équipant ses hommes en grenades lacrymogènes, Raymond Marcellin espérait souder la police contre l'extrême gauche et développer un syndicalisme policier d'extrême droite face à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), proche du Parti socialiste et alors largement majoritaire. »

Il apparaît ensuite devant les caméras au siège du Parti socialiste, cité Malesherbes, flanqué de François Mitterrand et d'Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT.

Le 4 juillet 1973, la gauche officielle tient meeting au Cirque d'hiver pour défendre la Ligue. L'avocat de la Ligue des droits de l'homme, Yves Jouffa, joue un rôle clé d'entremetteur. Signe des temps, et union de la gauche oblige, même le vieux dirigeant du Parti communiste (« un parti stalinien de la plus belle eau », dit Janette Habel), Jacques Duclos, prend la parole pour se solidariser de la Ligue et réclamer la libération d'Alain Krivine. En contrepartie, les trotskistes ne s'expriment pas à la tribune.

« Paradoxalement, la dissolution de la Ligue a accru son audience et crédibilisé son image auprès du mouvement ouvrier, dont les communistes. Le courant que représente la LC a été pleinement admis au sein de la gauche après cet événement qui aurait dû la marginaliser », analyse le sociologue Ugo Palheta, militant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Après une courte période de sommeil, la LC se reforme sous le nom de Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

« Le FN aurait pu mourir à ce moment-là »

En 1987, quand Alain Krivine jette un coup d'œil dans le rétroviseur, il considère la date du 21 juin 1973 comme une rupture : « La dissolution de la Ligue en 1973 clôt une époque. Celle de l'action directe, dans la rue. [...] La montée de l'union de la gauche, la renaissance du Parti socialiste, l'apparition d'une solution électorale transformaient les conditions de notre intervention politique. »

L'extrême droite, elle, est accablée. D'autant plus que les antifascistes ne les lâchent pas. « Ils étaient moins présents dans la rue, mais on les surveillait : on avait récupéré des fichiers de fafs à la fois à leur local rue des Lombards et à Assas [suite à la mise à sac de leurs locaux dans l'université par la LC et les lambertistes, en 1971 – ndlr], raconte Michel Angot. Quand il y a eu l'éclatement avec le GAJ [Groupe Action Jeunesse], qui était très violent, ils ont commencé à s'affronter, on les a manipulés, si bien que quand le Parti des forces nouvelles [PFN] issu d'Ordre nouveau apparaît deux ans après, c'était un tout petit truc sans légitimité, accroché au FN. »

« Le FN aurait pu mourir à ce moment-là, abonde Ugo Palheta. Ils sont au fond du trou, notamment après l'échec absolu de leur campagne aux législatives de 1973, financée par des fonds du MSI [héritier du fascisme italien – ndlr]. Le Pen ne peut d'ailleurs pas se présenter à la présidentielle en 1981, et le PFN, qui drague la droite libérale voire gaulliste, non plus. La ligne d'indépendance totale du FN vis-à-vis de la droite traditionnelle ne lui permettra de percer que plus tard, dans les années 1980. »

Jean-Pierre Tatin, qui militait à Ordre nouveau, note toutefois que sur le moyen terme, Jean-Marie Le Pen tire son épingle du jeu : « La dissolution donne une chance inouïe à Le Pen. Il était isolé, et il devient le chef du seul mouvement légal. Il n'a plus de rival. Commence une guerre qui va durer dix ans. » La crise de l'antifascisme et l'institutionnalisation de l'extrême droite sont encore loin.

Dans un dialogue, publié en 1974, avec le journaliste à Libération Philippe Gavi et le dirigeant de la Gauche prolétarienne Pierre Victor (pseudonyme de Benny Lévy), Jean-Paul Sartre tire le bilan de cette période. Considérant l'évolution du contexte national et international, il estime que le passage de relais entre les générations militantes d'extrême gauche implique un changement de tactique.

« Nous, nous envisagions la prise du pouvoir comme une nécessité mais les moyens que nous envisagions étaient bien vagues, considère le philosophe. [...] On se battait de toutes ses forces et puis on finissait par se dégonfler. Ce n'est pas comme ça désormais que les choses se passeront. On se battra, mais pas à la manière militaire ; de quelle manière ? C'est ce qu'il faut préciser. » Cinquante ans plus tard, la question reste entière.

Mathieu Dejean